



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité

Débat Ouvert: “Advancing Public-Private Humanitarian Partnership”

New York, le 14 Septembre 2023

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie l'Albanie de l'organisation de ce débat sur un sujet important pour la Suisse, qui connaît une longue tradition humanitaire. Je remercie aussi bien entendu aussi les intervenantes et intervenants de leurs contributions.

Je pense que c'est désormais plus que clair, et le Ministre de l'Albanie nous l'a rappelé : nous sommes confrontés à une crise globale de l'humanitaire. Le monde est en proie à plus de 100 conflits armés, conflits qui durent de plus en plus longtemps. Le nombre de personnes déplacées a plus que doublé au cours des dix dernières années. Le nombre de personnes ayant des besoins humanitaires a plus que quintuplé ! La Directrice du Programme Mondial Alimentaire nous a donné les chiffres impressionnants dans le domaine de la sécurité alimentaire. Alors que la détresse augmente, le financement diminue. En 2022, seule près de la moitié des besoins humanitaires mondiaux étaient financés.

Mon premier constat est aussi évident qu'alarmant : L'écart entre les besoins humanitaires et la capacité à y répondre ne cesse de croître. Nous en connaissons les causes : les effets néfastes du changement climatique, les faiblesses de gouvernance, les conséquences de la récente pandémie ainsi que les conflits armés. Inversement, tout différend qui est résolu de manière pacifique, tout conflit qui trouve une sortie politique, contribue à endiguer les besoins humanitaires. Ce Conseil se trouve donc ici en première ligne.

Mon deuxième constat est pourtant encourageant : la réduction des besoins humanitaires est possible si nous investissons davantage dans l'action anticipatoire basée sur l'évaluation et la gestion des risques, et si nous travaillons en partenariat.

Nous l'avons entendu, les nouvelles technologies peuvent jouer un rôle important à cet égard. Elles rendent les systèmes d'alerte précoce plus efficaces, tout comme le traitement des données – dont la collecte, l'utilisation et le déploiement doivent, bien entendu, toujours être sûrs et responsables. En outre, ne sous-estimons pas l'importance, par exemple, d'une connexion internet stable et sûre. Celle-ci permet aux personnes de s'informer et à l'aide nécessaire d'atteindre rapidement les personnes dans le besoin. C'est donc parfois une question de survie.

Afin de profiter pleinement de l'innovation, ce débat tombe à pic, car il faut renforcer davantage les partenariats entre les secteurs public et privé. La Suisse a une longue expérience en la matière, que je me permets d'illustrer par deux exemples assez simples.

Premièrement, l'initiative « Humanitarian and Resilience Investing » lancée en 2019 par le Forum économique mondial de Davos, vise à encourager les investissements de capitaux privés dans des opportunités financièrement durables pour les communautés dans des contextes fragiles.

Deuxièmement, la Suisse soutient depuis les années nonante l'aide en espèces et en bons. En se basant sur les marchés locaux, en investissant dans des petits commerces dirigés par des femmes,

cette assistance permet aux personnes touchées par une crise ou une catastrophe de couvrir rapidement leurs besoins les plus urgents. De plus, elle stimule la demande locale et contribue ainsi à la création de moyens de subsistance tout au long de la chaîne de valeur, des productrices aux vendeurs. La collaboration avec le secteur privé a nettement amélioré l'efficacité de ce type d'assistance et devrait être renforcée davantage.

De notre expérience, nous tirons les leçons suivantes :

Tout d'abord, les actrices et acteurs publics et privés peuvent et doivent adopter des approches communes à court et à long terme, afin de relever les défis spécifiques aux contextes fragiles. De tels partenariats peuvent faire une différence pour des millions de personnes sur le terrain.

Ensuite, les actrices et acteurs locaux doivent être au centre de toute réponse humanitaire. Leur expertise et leurs réseaux méritent d'être mieux intégrés.

Finalement, malgré les avancées des dix dernières années, le potentiel des partenariats public-privés reste encore sous-exploité. Dans les contextes fragiles, la promotion ponctuelle de modèles de financement mixtes peut aider à réduire les risques. De plus, la sensibilisation du secteur privé aux pratiques éthiques reste importante.

Toute action liée à l'engagement du secteur privé et au financement innovant doit être fondée sur les principes humanitaires et les droits humains. Dans les contextes fragiles, il est par ailleurs nécessaire de renforcer l'exercice de la diligence raisonnable en matière des droits humains, en conformité avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Pour la Suisse, l'ensemble de ces principes s'appliquent sans réserve à tous nos partenariats.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je tiens à insister encore une fois sur la responsabilité de ce Conseil.

Les expériences sur les partenariats publics-privés sont aussi discutées au sein de l'ECOSOC et à l'Assemblée Générale. Nous appelons donc à une collaboration plus étroite du Conseil de sécurité avec les autres organes du système des Nations unies en la matière.

Finalement, nous revenons toujours à une même conclusion fondamentale. Je tiens à insister sur le rôle essentiel de la prévention des conflits par ce Conseil, en vue d'une réduction des besoins humanitaires. Ce Conseil doit continuer à rechercher l'unité lui permettant d'agir pour la prévention et la résolution rapide des conflits en vue d'une paix durable.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

Switzerland would like to thank Albania for organizing this debate on a subject of great importance to Switzerland, which has a long humanitarian tradition. I would also, of course, like to thank the speakers for their contributions.

I think it's more than clear now, as the Albanian Minister also reminded us: we are facing a global humanitarian crisis. The world is in the grip of more than 100 armed conflicts, and these conflicts are lasting longer and longer. The number of displaced people has more than doubled in the last ten years. The number of people with humanitarian needs has more than quintupled! The Director of the World Food Program gave us some impressive figures on food security. And while distress is increasing, funding is decreasing. In 2022, only almost half of the world's humanitarian needs were funded.

My first observation is as obvious as it is alarming: The gap between humanitarian needs and the capacity to meet them is widening. We know the causes: this is due to the adverse effects of climate change, weaknesses in governance, the consequences of the recent pandemic and armed conflicts. Conversely, any dispute that is resolved peacefully, any conflict that finds a political solution, helps to curb humanitarian needs. This Council is thus in the front line here.

But my second observation is encouraging: humanitarian needs can be reduced if we invest more in anticipatory action based on risk assessment and management, and if we work in partnership.

As we have heard, new technologies can play an important role in this. They make early warning systems more effective, as does the processing of data - the collection, use and deployment of which must, of course, always be secure and responsible. In addition, let us not underestimate the importance, for example, of a stable and secure internet connection. This enables people to get information and the help they need to reach those in need quickly. It is therefore sometimes a question of survival.

To take full advantage of innovation, this debate comes just at the right time, as we need to further strengthen partnerships between the public and private sectors. Switzerland has long experience in this area, which I will illustrate with two simple examples.

Firstly, the "Humanitarian and Resilience Investing" initiative launched in 2019 by the Davos World Economic Forum, aims to encourage private capital investment in financially sustainable opportunities for communities in fragile contexts.

Secondly, Switzerland has been supporting cash and voucher aid since the 1990s. By focusing on local markets and investing in small businesses run by women, this assistance enables people affected by a crisis or disaster to quickly cover their most urgent needs. It also stimulates local demand, helping to create livelihoods throughout the value chain, from women producers to sellers. Collaboration with the private sector has significantly improved the efficiency of this type of assistance and should be further strengthened.

Our experience has taught us the following lessons:

Firstly, public and private players can and must adopt common approaches in the short and long term, in order to meet the specific challenges of fragile contexts. Partnerships like these can make a difference to millions of people on the ground.

Secondly, local actors must be at the center of any humanitarian response. Their expertise and networks deserve to be better integrated.

Finally, despite the progress made over the last ten years, the potential of public-private partnerships still remains under-exploited. In fragile contexts, the ad hoc promotion of mixed financing models can help to reduce risks. In addition, raising awareness of ethical practices in the private sector remains important.

Any action linked to private sector involvement and innovative financing must be based on humanitarian principles and human rights. In fragile contexts, it is also necessary to strengthen the exercise of due diligence with regard to human rights, in accordance with the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights. For Switzerland, these principles apply unreservedly to all our partnerships.

Mr. President,

In conclusion, I would like to emphasize once again the responsibility of this Council.

Experiences with public-private partnerships are also discussed within ECOSOC and within the General Assembly. Once again, we call on the Security Council to cooperate more closely with other competent bodies of the United Nations system.

Finally, we always come back to the same fundamental conclusion. I would like to stress the essential role of conflict prevention by this Council, with a view to reducing humanitarian needs. This Council must continue to seek the unity that will enable it to act to prevent and rapidly resolve conflicts with a view to achieving a lasting peace.

I thank you.
